

M. Kerry sur l'usage d'armes chimiques en Syrie

Département d'État des États-Unis  
Bureau de la porte-parole  
Le 26 août 2013

### **Déclaration du secrétaire d'État John Kerry**

Le 26 août 2013  
Salle de presse  
Washington, D.C.

**LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT KERRY :** Au cours des derniers jours, le président Obama et l'ensemble de son équipe de sécurité nationale ont examiné la situation en Syrie et aujourd'hui je voudrais faire le point de nos efforts alors que nous réfléchissons à notre réponse devant le recours à des armes chimiques.

Ce que nous avons vu la semaine dernière en Syrie devrait choquer la conscience du monde. Cela va à l'encontre de tout code de moralité. Je tiens à lever toute ambiguïté : le massacre aveugle de civils, le meurtre d'enfants, de femmes et de passants innocents par le recours à des armes chimiques est une abomination morale. C'est inexcusable à tous égards, et en dépit des excuses et des équivoques fabriquées par certains, c'est irréfutable.

La portée de cette attaque dépasse le conflit en Syrie, qui du reste a déjà provoqué bien des souffrances terribles. Il est ici question du recours massif et aveugle à des armes dont le monde civilisé a décidé il y a longtemps d'en bannir à tout jamais l'usage – un engagement que partagent même des pays qui ne sont pas d'accord sur grand-chose d'autre. Si le monde a complètement proscrit le recours aux armes chimiques, c'est pour une bonne raison. Si la communauté internationale a établi des normes claires et que nombre de pays ont adopté des mesures importantes pour éradiquer ces armes, c'est pour une bonne raison. Si le président Obama a fait une priorité non seulement de la lutte contre la prolifération de ces armes, mais aussi des efforts en vue de leur confinement là où elles existent, c'est pour une bonne raison. Si le président Obama a très clairement fait savoir au régime de Bachar al-Assad que cette norme internationale ne pouvait être violée sans conséquence, c'est pour une bonne raison. Et c'est pour une bonne raison aussi, quoi que vous pensiez de la situation en Syrie, que tous les peuples et toutes les nations qui croient en notre humanité commune doivent se manifester pour s'assurer qu'il y aura reddition de comptes afin que des armes chimiques ne soient plus jamais utilisées.

Hier soir, après m'être entretenu de la gravité de la situation avec les ministres des affaires étrangères des quatre coins du monde, j'ai repris ces vidéos, ces vidéos que quiconque peut visionner sur les réseaux sociaux, je les ai regardées une fois de plus, et ce fut encore un moment déchirant. Les mots manquent pour exprimer la souffrance humaine qui ressort des images qu'elles nous présentent. En tant que père, je ne peux effacer de ma mémoire la vue de

cet homme qui tenait dans ses bras son enfant mort, et gémissait au milieu du chaos ; les images de familles entières mortes dans leurs lits sans même une goutte de sang ou de blessure visible ; les corps contorsionnés et secoués de spasmes ; cette souffrance humaine que nous ne pouvons jamais feindre d'ignorer ni oublier. Quiconque avance qu'une attaque d'une ampleur aussi effarante pourrait être inventée ou fabriquée doit procéder à un examen de conscience et revoir ses repères moraux.

Ce dont nous sommes témoins aujourd'hui est bien réel et est incontestable. Alors que des enquêteurs rassemblent des preuves supplémentaires sur le terrain, je tiens à souligner que notre compréhension de ce qui est survenu en Syrie est étayée par des faits, éclairée par notre conscience et orientée par le bon sens. Le nombre de victimes signalé, les symptômes signalés des personnes tuées ou blessées, les témoignages directs des organisations humanitaires présentes sur le terrain, comme Médecins sans frontières et la Commission des droits de l'homme en Syrie – tout indique clairement que tout ce que ces images flagrantes nous montrent est réel, que des armes chimiques ont été utilisées en Syrie.

En outre, nous savons que le régime syrien détient ces armes chimiques. Nous savons que le régime syrien a la capacité d'agir ainsi avec les roquettes dont il dispose. Nous savons que le régime est déterminé à balayer l'opposition des zones mêmes où les attaques ont été perpétrées. Et nous l'avons vu de nos propres yeux, nous sommes tous devenus témoins.

Nous disposons d'informations supplémentaires sur cette attaque qui sont compilées et examinées avec nos partenaires. Nous diffuserons ces informations dans les jours à venir.

Nos sentiments d'humanité les plus fondamentaux sont non seulement outrés par ce crime lâche, mais aussi par les tentatives cyniques visant à le couvrir. À chaque occasion, le régime syrien s'est abstenu de coopérer dans le cadre de l'enquête des Nations unies. Il l'a uniquement utilisée pour retarder et entraver les efforts essentiels destinés à faire la lumière sur ce qui s'est passé à Damas en pleine nuit. Comme Ban Ki-moon l'a affirmé la semaine dernière, l'enquête des Nations unies ne cherche pas à établir qui a eu recours à ces armes chimiques, elle cherche simplement à déterminer si elles ont été utilisées ou non. Le monde, quant à lui, s'est déjà forgé une opinion.

Jeudi, j'ai discuté avec le ministre des affaires étrangères syrien, M. Muallem, et lui ai dit sans détour que si le régime, comme il l'affirme, n'a rien à cacher, alors il devrait réagir immédiatement – permettre un accès immédiat et en toute transparence – et arrêter les bombardements. La réponse du régime doit être d'autoriser un accès immédiat et transparent. Un refus, lui ai-je déclaré, en dirait long.

Au lieu de cela, cinq jours durant, le régime syrien a refusé aux enquêteurs des Nations unies l'accès au site de l'attaque qui devrait prétendument le blanchir. Au lieu de cela, il a encore attaqué la zone, en la bombardant et détruisant ainsi systématiquement toute preuve. Ce n'est pas là le comportement d'un gouvernement qui n'a rien à cacher. Ce n'est pas là l'œuvre d'un régime vivement désireux de prouver au monde qu'il n'a pas utilisé d'armes chimiques. En fait,

la décision tardive du régime d'autoriser l'accès survient trop tard. Elle est prise trop tard pour être crédible. Aujourd'hui, les informations faisant état d'une attaque contre les enquêteurs des Nations unies et le bombardement continu de ces quartiers ne font qu'affaiblir davantage la crédibilité du régime.

À la demande du président Obama, au cours des derniers jours, j'ai passé de nombreuses heures au téléphone avec des ministres des affaires étrangères et d'autres dirigeants. Le gouvernement a mis en place des consultations actives avec le Congrès qui continueront dans les jours à venir. Le président Obama est également en contact étroit avec les dirigeants de nos principaux alliés et il prendra une décision éclairée sur la manière dont il convient de répondre à ce recours aveugle aux armes chimiques. Mais ne vous y trompez pas : le président Obama pense que ceux qui utilisent les armes les plus atroces au monde contre les populations les plus vulnérables au monde, doivent rendre des comptes. Rien aujourd'hui n'importe davantage et rien ne reçoit une attention aussi sérieuse.

Merci.